

Un projet de budget pour nous serrer la ceinture

Tous ensemble préparons la riposte

Lecornu veut économiser 54 milliards d'euros sur le prochain budget. Mais pas en puisant dans les bénéfices des entreprises, alors que la France est le deuxième pays au monde en dividendes versés aux actionnaires : 61 milliards d'euros ces trois derniers mois ! Pas non plus en supprimant la multitude d'exonérations et de subventions dont bénéficient les patrons : 211 milliards par an !

Guerre aux plus fragiles

Non, Lecornu va chercher ses milliards dans la poche des retraités en gelant les pensions ou en les désindexant par rapport à l'inflation. L'indice des fonctionnaires serait gelé, pour la quatrième année de suite. Pareil pour les aides au logement. Il veut aussi faire la chasse aux arrêts maladie : ce n'est pas aux patrons, responsables de la dégradation des conditions de travail qui en est la cause, qu'il s'en prend, mais à leurs victimes ! Et pour faire un clin d'œil à Marine Le Pen et sa préférence nationale, les travailleurs étrangers subiraient un délai de carence pour l'ouverture de droits, cotisant donc un temps sans avoir droit à certaines aides.

Les hôpitaux, les écoles, sont dans un état lamentable, mais comme tous les services publics, leurs budgets seront revus à la baisse. Des exceptions ? Évidemment : le ministère des Armées, largement augmenté : sinon, comment pourrait-il arroser les Dassault et autres Thalès en leur achetant leurs engins de mort ? Bien entendu, ceux de l'Intérieur ou la Justice augmentent aussi pour pouvoir s'en prendre à ceux et celles qu'il veut ponctionner davantage et pourraient se révolter.

Nos armes : les grèves, les manifestations

Il paraît que Marine Le Pen n'est pas d'accord avec Lecornu. Aurait-elle découvert qu'on pouvait faire payer les patrons en augmentant les salaires ? Au contraire, elle propose de réduire leurs cotisations sociales et d'en redistribuer une toute petite partie sur le salaire net. Mais sa proposition revient à réduire ce que payent les patrons à la Sécu, qui serait obligée de réduire ses prestations. Les solutions de Le Pen ne s'en prennent jamais au patronat : alors que les prix à la pompe atteignent des sommets, pas question pour elle non plus

de s'en prendre aux bénéfices historiques de Total : elle ne propose que de réduire les taxes.

À gauche, les candidats à la gestion des institutions nous disent que tout ira mieux une fois que nous aurons « bien voté » en 2027. En attendant, on fait comment ? Et quel changement pourrait-il y avoir dans huit mois si aucun ne propose de s'en prendre aux patrons et à leurs actionnaires, ceux qui ont le pouvoir de décider des prix et des salaires, quel que soit le gouvernement !

Toutes ces solutions sont bidons. Défendons nous mêmes nos intérêts pour imposer nos revendications. Le seul moyen, ce sera en bloquant l'économie, et donc les profits, en nous mettant en grève et en manifestant jusqu'à ce qu'ils cèdent. Nous n'avons pas de temps à perdre !

Tous et toutes ensemble

contre le gouvernement et le patronat

Les pompiers se mobilisent du 26 au 29 septembre, avec occupation de la place de la République à Paris, puis rejoignent la manifestation du 29 septembre, journée de grève de la fonction publique, déjà rejointe par d'autres professions, comme les cheminots. D'autres journées de mobilisation sont prévues dans différents secteurs. Le gouvernement peut aussi craindre le « retour des Gilets jaunes », avec les actions prévues samedi 17 octobre contre les prix des carburants. Il faut des mobilisations qui convergent en une lutte de tous les travailleurs, vers une grève générale, pas des luttes émiettées. Utilisons ces premières échéances pour faire grandir le mouvement et préparer cette lutte d'ensemble nécessaire pour l'augmentation des salaires, des pensions et allocations, en prenant sur les profits des patrons.

Carlos Ghosn et Rachida Dati : du lourd au banc des accusés

L'affaire remonte à 2010. C.Ghosn est à la tête de Renault, avec une politique de compétitivité qui lui a valu le surnom de « tueur de coûts ». R.Dati, ex ministre de la Justice de Sarkozy, vient d'être élue députée européenne, et elle signe un gros contrat avec RNBV (holding de Renault aux Pays Bas) pour lequel elle va empocher en trois ans 900.00 euros : 1000€ par jour ouvrable, avec l'aval du « tueur de coûts », moins regardant là que pour augmenter les salaires. Sauf qu'il n'y a aucune trace de travail effectué en contrepartie de ce pactole. R.Dati aurait en fait été payée pour faire du lobbying pour Renault au parlement européen, un délit au regard de son statut de députée. Il y a donc un soupçon de « corruption » et de « trafic d'influence ». C.Ghosn, absent au procès, n'a pas délégué d'avocat pour sa défense. R.Dati, elle, prétend que son travail était d'aider à l'expansion de Renault au Moyen-Orient et au Maghreb. « Prétendu travail ». « Grassement payé ». Contre toutes les formes de pillage des richesses issues de leur travail, les salarié.es sont fondé.es à exiger le contrôle des comptes de leurs entreprises.

Volkswagen : 100.000 suppressions de postes Et une honteuse capitulation syndicale

Avant l'été, la direction de VW annonçait vouloir au total 100.000 suppressions d'emplois, sans compter les conséquences chez les sous-traitants. Argument massue: la concurrence chinoise. Cette fameuse « libre concurrence » dont les capitalistes peuvent un jour vanter les vertus et dire du jour au lendemain complètement le contraire. Avec quoi qu'il arrive des salarié.es comme dindons de la farce, compétitivité oblige. A l'annonce des suppressions de postes, le syndicat IG-Metal s'était fait menaçant, et un conflit historique chez VW, coeur battant de la classe ouvrière allemande, aurait pu entraîner bien d'autres secteurs. Sur le thème « *Aux capitalistes de payer leur crise* », et avec la menace d'une expropriation pure et simple, un bras de fer était possible. Mais en reculant partiellement (provisoirement ?) sur la fermeture de plusieurs sites, la direction a gagné la signature du syndicat IG-Metal, sauvant ainsi son plan. Mais les milliers de salarié.es des différents sites n'auront jamais eu leur mot à dire ; sauf à crier leur colère, après coup !, dans les manif appelées lundi dernier.

Retraité.es : Lecornu veut ponctionner les pensions dès 1260€ par mois

Gouvernement et médias nous rabâchent en boucle que tout le monde va devoir faire des sacrifices. Sauf évidemment les actionnaires, les milliardaires, les entreprises bénéficiaires des 211 milliards par an

d'aides de l'État. Et pas touche au budget militaire. Par contre, le massacre va concerner des millions de gens ordinaires : soins de santé, arrêts de travail, aides et allocations, salaire des fonctionnaires, tout passe à la moulinette. Avec une cible de choix : les retraité.es. Avec diverses mesures envisagées, on pourrait pomper dans leurs poches jusqu'à 6 milliards sur les 54 recherchés. Soit disant ne seraient mis à contribution que les retraité.es « aisé.es ». Mais de qui parle-ton ? La réponse se trouve, d'après le journal Le Monde, dans l'avant-projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2027 transmis au Conseil d'État : seules les retraites inférieures à 1260 euros continueraient d'augmenter au même rythme que l'inflation. Au delà, on est censé.e être « aisé.e » !

Naza: film documentaire

Gaza : l'horreur dévoilée

Ovationné à Venise dernièrement, le film « Naza », de Y. Abraham et R.Szor, cinéastes de citoyenneté israélienne, révèle les massacres de civils par l'armée israélienne à Gaza ; et aussi le fait, qu'avant de bombarder un site, l'armée évalue à l'aide de l'intelligence artificielle combien il y aura de 'NAZA', c'est à dire de « victimes "collatérales" parmi les civils. A Venise, Y. Abraham a appelé les Israéliens et les citoyens des pays soutenant Israël à aller voir 'NAZA', déclarant : "Ce massacre ...n'est pas accidentel, il est le produit d'une volonté délibérée. Il résulte d'actes et de politiques fondés sur une déshumanisation totale des Palestiniens". D'où une violente polémique en Israël, certains manifestants réclamant même « la peine de mort pour les traîtres ». Netanyahu a dénoncé des "provocations antisémites" venant "de nos propres citoyens", et vient de déposer un projet de loi qui permettrait de retirer leur nationalité aux deux cinéastes.

Canicules, feux de forêt, inondations...

Pour l'humanité , le capitalisme c'est la catastrophe Manifestons Rouen 26 septembre 10h Place Carnot

Dans le monde entier les catastrophes liées au changement climatique se multiplient, frappant en premier lieu les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Mais malgré les alertes répétées des scientifiques depuis des années, les élites qui décident de nos vies continuent, par leurs politiques, d'alimenter la catastrophe. D'où un appel à manifester dans toute la France le samedi 26 septembre. Exigeons l'arrêt de l'utilisation des énergies fossiles, un plan d'urgence de la rénovation des logements, écoles, hôpitaux ...pour que l'isolation cesse d'être un privilège. Climat, guerres, injustices sociales : il est impossible d'ignorer que la logique folle du capitalisme met l'humanité en danger Seule une transformation révolutionnaire de la société pourra y remédier.